



RAPPORT DE GESTION

TROISIÈME TRIMESTRE 2025

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	7
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	14
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	19
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	29

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du troisième trimestre 2025 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada et exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales.

Chef de file parmi les sociétés de télécommunications et médias du Canada, Québecor déploie une stratégie d'expansion géographique dans le marché canadien des télécommunications, axée sur une concurrence accrue en téléphonie mobile, ainsi qu'une stratégie de convergence et de maximisation de la valeur de ses contenus au profit de ses différentes propriétés et de ses multiples plateformes de distribution.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2024. Tous les montants sont en dollars canadiens (« CA ») à moins d'avis contraire.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté (auparavant le « bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation »), les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et le ratio d'endettement net consolidé, ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et le revenu mensuel moyen mobile par unité (« RMPU mobile »). Les définitions de ces mesures et de ces indicateurs sont présentées dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

FAITS SAILLANTS

Troisième trimestre 2025

Revenus de 1,41 G\$, en hausse de 15,8 M\$ (1,1 %).

BAILA ajusté¹ de 628,1 M\$, en hausse de 34,0 M\$ (5,7 %), soit une augmentation dans l'ensemble des secteurs de la Société.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 236,1 M\$ (1,03 \$ par action de base), en hausse de 47,1 M\$ (0,22 \$ par action de base) ou 24,9 %.

Bénéfice net ajusté¹ de 241,6 M\$ (1,05 \$ par action de base), en hausse de 49,4 M\$ (0,23 \$ par action de base) ou 25,7 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ de 462,4 M\$, en hausse de 27,1 M\$ (6,2 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 581,8 M\$, en hausse de 35,6 M\$ (6,5 %).

Neuf premiers mois de 2025

Revenus de 4,13 G\$, en baisse de 10,4 M\$ (-0,3 %).

BAILA ajusté de 1,78 G\$, en hausse de 4,3 M\$ (0,2 %), malgré l'impact défavorable lié à la hausse de 44,0 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 644,5 M\$ (2,80 \$ par action de base), en hausse de 74,7 M\$ (0,34 \$ par action de base) ou 13,1 %.

Bénéfice net ajusté de 653,5 M\$ (2,84 \$ par action de base), en hausse de 93,1 M\$ (0,42 \$ par action de base) ou 16,6 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,32 G\$, en hausse de 14,5 M\$ (1,1 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,54 G\$, en hausse de 213,4 M\$ (16,1 %).

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Tableau 1

Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Résultats				
Revenus :				
Télécommunications	1 216,2	\$ 1 203,2	\$ 3 563,1	\$ 3 569,6
Média	152,1	155,1	491,1	508,3
Sports et divertissement	68,3	64,0	169,5	156,1
Intersectoriels	(31,1)	(32,6)	(94,7)	(94,6)
	1 405,5	1 389,7	4 129,0	4 139,4
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	602,5	585,9	1 793,4	1 769,5
Média	23,4	14,7	14,1	16,9
Sports et divertissement	15,0	11,7	23,2	16,6
Siège social	(12,8)	(18,2)	(47,9)	(24,5)
	628,1	594,1	1 782,8	1 778,5
Amortissement	(213,6)	(232,9)	(642,7)	(706,7)
Frais financiers	(85,0)	(100,6)	(263,5)	(317,6)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(8,0)	(5,1)	(18,7)	(14,3)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	—	—	—	15,5
Impôts sur le bénéfice	(82,8)	(65,6)	(218,7)	(191,3)
Bénéfice net	238,7	\$ 189,9	\$ 639,2	\$ 564,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	236,1	\$ 189,0	\$ 644,5	\$ 569,8
Bénéfice net ajusté	241,6	192,2	653,5	560,4
Par action de base :				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,03	0,81	2,80	2,46
Bénéfice net ajusté	1,05	0,82	2,84	2,42

Tableau 1 (suite)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Dépenses en immobilisations :				
Télécommunications	162,1	\$ 148,8	\$ 454,1	\$ 443,8
Média	2,3	8,2	6,2	25,4
Sports et divertissement	1,1	1,5	3,8	4,8
Siège social	0,2	0,3	0,2	0,5
	165,7	158,8	464,3	474,5
Acquisitions de licences de spectre	–	–	–	298,9
Flux de trésorerie :				
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés :				
Télécommunications	440,4	437,1	1 339,3	1 325,7
Média	21,1	6,5	7,9	(8,5)
Sports et divertissement	13,9	10,2	19,4	11,8
Siège social	(13,0)	(18,5)	(48,1)	(25,0)
	462,4	435,3	1 318,5	1 304,0
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation ¹	443,9	374,0	1 056,6	817,4
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	581,8	546,2	1 540,0	1 326,6
			30 sept. 2025	31 déc. 2024
Bilan				
Espèces et quasi-espèces			244,9	\$ 61,8
Fonds de roulement			(287,8)	(36,0)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés			86,2	141,2
Actif total			12 791,9	12 998,7
Emprunts bancaires			–	6,7
Dette à long terme totale (y compris la portion à court terme)			7 117,9	7 619,7
Obligations locatives (court et long terme)			398,6	409,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			2 481,6	2 157,2
Capitaux propres			2 583,4	2 264,7
Ratio d'endettement net consolidé¹			3,03x	3,31x

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Télécommunications

- Au troisième trimestre 2025, le secteur Télécommunications a affiché des hausses de 13,0 M\$ (1,1 %) de ses revenus et de 16,6 M\$ (2,8 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression de 27,1 M\$ (6,4 %) des revenus en services mobiles et de 3,3 M\$ (1,1 %) en accès Internet.
- Augmentation nette de 94 100 UGR¹ (1,2 %) au troisième trimestre 2025, dont 113 800 lignes (2,7 %) en téléphonie mobile et 10 500 clients (0,6 %) en accès Internet.
- Le 6 octobre 2025, Vidéotron ltée (« Vidéotron ») a annoncé qu'une étude Léger réalisée du 17 juillet au 2 août 2025 la classait comme l'entreprise de télécommunications la plus choisie des Québécoises et des Québécois. Confirmant sa position de leader en matière de service client parmi les fournisseurs de télécommunications au Québec, Vidéotron se distingue par d'excellents résultats, tout en étant reconnue comme l'entreprise de télécommunications la plus fiable et la plus digne de confiance de son secteur d'activités au Québec, selon cette même étude.
- Depuis la fin du deuxième trimestre 2025, Vidéotron a annoncé l'expansion de ses services Internet et télé que propose la technologie Helix à plus de 180 000 foyers dans les villes de Drummondville, Magog, Rimouski, Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières, Salaberry-de-Valleyfield et Huntingdon, ainsi que dans de nombreuses villes du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Cette nouvelle offre s'ajoute aux services sans fil de Vidéotron déjà offerts dans ces secteurs, permettant ainsi aux familles de bénéficier d'une vaste gamme de solutions de télécommunication sous un même toit.
- Le 29 août 2025, en partenariat avec l'entreprise Ecotel inc. et avec le soutien du gouvernement du Québec, Vidéotron a annoncé l'agrandissement de la zone de couverture et d'abonnement à ses services sans fil en Haute-Mauricie, permettant à plus de 10 000 résidents de s'abonner à ses services mobiles tout en offrant une connectivité renforcée sur plusieurs tronçons routiers. Cette initiative marque une étape importante dans l'amélioration de l'accès aux communications mobiles dans cette région du Québec.
- Le 27 août 2025, Freedom Mobile Inc. (« Freedom ») a annoncé l'expansion de sa zone d'abonnement sans fil à Chatham-Kent, en Ontario. Les nouvelles zones desservies incluent, entre autres, Chatham, Ridgetown, Wallaceburg, Blenheim, Dresden, Thamesville et Bothwell. Les résidents peuvent désormais profiter de nos forfaits compétitifs de Freedom, y compris l'offre innovante Roam Beyond, tout en accédant à son réseau sans fil rapide et fiable.

Média

- Au troisième trimestre 2025, le secteur Média a affiché une baisse de 3,0 M\$ (-1,9 %) de ses revenus et une hausse de 8,7 M\$ (59,2 %) de son BAIIA ajusté.

Sports et divertissement

- Au troisième trimestre 2025, le secteur Sports et divertissement a affiché des hausses respectives de 4,3 M\$ (6,7 %) de ses revenus et de 3,3 M\$ (28,2 %) de son BAIIA ajusté.

Opérations de financement

- Le 21 octobre 2025, Vidéotron a annoncé le prix de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ portant intérêt à un taux de 3,950 % et venant à échéance le 15 octobre 2032. La clôture du placement devrait avoir lieu le ou vers le 20 novembre 2025, sous réserve des conditions de clôture habituelles. Vidéotron a l'intention d'utiliser le produit net tiré de ce placement, ainsi que l'encaisse disponible, pour financer le remboursement anticipé conditionnel de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,125 % et échéant le 15 avril 2027, et le règlement des contrats de couverture afférents.

¹ Voir « Indicateurs clés de rendement ».

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des troisièmes trimestres 2025 et 2024

Revenus de 1,41 G\$, en hausse de 15,8 M\$ (1,1 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (13,0 M\$ ou 1,1 % des revenus du secteur) et Sports et divertissement (4,3 M\$ ou 6,7 %).
- Diminution dans le secteur Média (3,0 M\$ ou -1,9 %).

BAIIA ajusté de 628,1 M\$, en hausse de 34,0 M\$ (5,7 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (16,6 M\$ ou 2,8 % du BAIIA ajusté du secteur), Média (8,7 M\$ ou 59,2 %) et Sports et divertissement (3,3 M\$ ou 28,2 %).
- Écart favorable au siège social (5,4 M\$).
- Écart favorable de 2,7 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2025, par rapport à la même période de 2024.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 236,1 M\$ (1,03 \$ par action de base) au troisième trimestre 2025, contre 189,0 M\$ (0,81 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 47,1 M\$ (0,22 \$ par action de base) ou 24,9 %.

- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la hausse de 34,0 M\$ du BAIIA ajusté;
 - la baisse de 19,3 M\$ liée à la charge d'amortissement;
 - la diminution de 15,6 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts défavorables s'expliquent par :
 - la hausse de 17,2 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice;
 - l'écart défavorable de 2,9 M\$ lié à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres.

Bénéfice net ajusté de 241,6 M\$ (1,05 \$ par action de base) au troisième trimestre 2025, contre 192,2 M\$ (0,82 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 49,4 M\$ (0,23 \$ par action de base) ou 25,7 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 462,4 M\$, en hausse de 27,1 M\$ (6,2 %) au troisième trimestre 2025, expliquée par la hausse de 34,0 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par l'augmentation de 6,9 M\$ des dépenses en immobilisations.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 581,8 M\$, en hausse de 35,6 M\$ (6,5 %) au troisième trimestre 2025, expliquée principalement par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation.

Charge d'amortissement de 213,6 M\$ au troisième trimestre 2025, soit une diminution de 19,3 M\$, due principalement à la fin du cycle d'amortissement de certains actifs et au ralentissement des dépenses en immobilisations au cours des dernières années dans le secteur Télécommunications, y compris l'impact de crédits gouvernementaux sur certains grands projets. La charge d'amortissement est essentiellement attribuable au secteur Télécommunications.

Frais financiers de 85,0 M\$ au troisième trimestre 2025, en baisse de 15,6 M\$, expliquée principalement par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme et par un niveau moyen d'endettement moins élevé.

Charge de restructuration, dépréciation d'actifs et autres de 8,0 M\$ au troisième trimestre 2025, soit un écart défavorable de 2,9 M\$.

Au troisième trimestre 2025, la Société a comptabilisé :

- une charge de 4,8 M\$ relativement aux coûts liés à la réduction d'effectifs, surtout dans le secteur Média, et à d'autres initiatives de réduction de coûts, principalement dans le secteur Télécommunications (2,3 M\$ en 2024);
- une charge de dépréciation d'actifs de 3,6 M\$, principalement liée aux initiatives d'intégration des activités de Freedom dans le secteur Télécommunications (1,4 M\$ en 2024);
- une quote-part des bénéfices dans les entreprises associées de 0,1 M\$ (0,7 M\$ en 2024);
- un gain pour les autres éléments de 0,3 M\$ (charge de 2,1 M\$ en 2024).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 82,8 M\$ au troisième trimestre 2025 (taux d'imposition effectif de 26,6 %), contre 65,6 M\$ (taux d'imposition effectif de 25,9 %) à la même période de 2024, soit un écart défavorable de 17,2 M\$, qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Comparaison des neuf premiers mois de 2025 et 2024

Revenus de 4,13 G\$, en baisse de 10,4 M\$ (-0,3 %).

- Diminution dans les secteurs Média (17,2 M\$ ou -3,4 %) et Télécommunications (6,5 M\$ ou -0,2 %).
- Augmentation dans le secteur Sports et divertissement (13,4 M\$ ou 8,6 %).

BAIIA ajusté de 1,78 G\$, en hausse de 4,3 M\$ (0,2 %), malgré la hausse de 44,0 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions, attribuable à la variation importante de la juste valeur des options d'achat d'actions et des unités d'actions de Québecor.

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (23,9 M\$ ou 1,4 %) et Sports et divertissement (6,6 M\$ ou 39,8 %).
- Écart défavorable au siège social (23,4 M\$) et dans le secteur Média (2,8 M\$ ou -16,6 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 644,5 M\$ (2,80 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 569,8 M\$ (2,46 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 74,7 M\$ (0,34 \$ par action de base) ou 13,1 %.

- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la baisse de 64,0 M\$ liée à la charge d'amortissement;
 - la diminution de 54,1 M\$ liée aux frais financiers;
 - la hausse de 4,3 M\$ du BAIIA ajusté.
- Les écarts défavorables s'expliquent surtout par :
 - la hausse de 27,4 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice;
 - l'écart défavorable de 15,5 M\$ lié au gain sur évaluation et conversion des instruments financiers;
 - l'écart défavorable de 4,4 M\$ lié à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres.

Bénéfice net ajusté de 653,5 M\$ (2,84 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 560,4 M\$ (2,42 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 93,1 M\$ (0,42 \$ par action de base) ou 16,6 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,32 G\$, en hausse de 14,5 M\$ (1,1 %), expliquée par la baisse de 10,2 M\$ des dépenses en immobilisations et par la hausse de 4,3 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,54 G\$, en hausse de 213,4 M\$ (16,1 %), expliquée principalement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la baisse de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancés en partie par la hausse des impôts exigibles.

Charge d'amortissement de 642,7 M\$, soit une baisse de 64,0 M\$, principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués dans l'analyse du troisième trimestre 2025. La charge d'amortissement est essentiellement attribuable au secteur Télécommunications.

Frais financiers de 263,5 M\$, en baisse de 54,1 M\$, principalement attribuable aux mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse du troisième trimestre 2025.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers nul, soit un écart défavorable de 15,5 M\$, attribuable au gain en 2024 sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

Charge de restructuration, dépréciation d'actifs et autres de 18,7 M\$, soit un écart défavorable de 4,4 M\$.

Au cours des neuf premiers mois de 2025, la Société a comptabilisé :

- une charge de 15,4 M\$ relativement aux coûts liés à la réduction d'effectifs, surtout dans le secteur Média, et à d'autres initiatives de réduction de coûts, principalement dans le secteur Télécommunications (7,9 M\$ en 2024);
- une charge de dépréciation d'actifs de 5,1 M\$, principalement liée aux initiatives d'intégration des activités de Freedom dans le secteur Télécommunications (11,8 M\$ en 2024, incluant une charge de dépréciation de 7,8 M\$ d'un écart d'acquisition dans le secteur Média);
- une quote-part des bénéfices dans les entreprises associées de 8,7 M\$ (8,5 M\$ en 2024);
- une charge pour les autres éléments de 6,9 M\$, principalement attribuable aux coûts rétroactifs relatifs à la décision de la cour d'appel sur les tarifs de retransmission de signaux éloignés de télévision dans le secteur Télécommunications (3,1 M\$ en 2024).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 218,7 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025 (taux d'imposition effectif de 26,5 %), contre 191,3 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,0 %) à la même période de 2024, soit un écart défavorable de 27,4 M\$, qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2025

Revenus de 1,22 G\$ au troisième trimestre 2025, en hausse de 13,0 M\$ (1,1 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 449,1 M\$, soit une progression de 27,1 M\$ (6,4 %), expliquée principalement par la croissance du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la baisse du revenu moyen par ligne.
- Revenus des services d'accès Internet de 311,1 M\$, en hausse de 3,3 M\$ (1,1 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse du revenu moyen par client, contrebalancée en partie par la baisse des revenus provenant de fournisseurs d'accès Internet de tierces parties.
- Revenus des services de télédistribution de 185,7 M\$, en baisse de 6,1 M\$ (-3,2 %). Cet écart défavorable s'explique principalement par la baisse du nombre de clients, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 57,0 M\$, en baisse de 4,4 M\$ (-7,2 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 168,3 M\$, en baisse de 8,8 M\$ (-5,0 %), surtout en raison de la diminution du nombre d'appareils mobiles vendus.
- Autres revenus de 45,0 M\$, en hausse de 1,9 M\$ (4,4 %).

RMPU mobile¹ de 35,05 \$ au troisième trimestre 2025, contre 35,71 \$ à la même période de 2024, soit une diminution de 0,66 \$ (-1,8 %), principalement attribuable à la hausse des escomptes promotionnels, à la baisse des revenus d'usage et à un changement dans le mix de clients, dont l'impact dilutif des services prépayés de Freedom et de Fizz.

Statistiques de clientèle

Le tableau 2 indique les variations des UGR pour les périodes de trois mois, de neuf mois et de douze mois terminées les 30 septembre de 2025 et 2024.

Tableau 2
Variation des UGR
(en milliers d'unités)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre		Douze mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Téléphonie mobile	113,8 2,7 %	130,8 3,4 %	237,1 5,8 %	282,1 7,6 %	323,1 8,1 %	346,6 9,5 %
Internet	10,5 0,6 %	11,8 0,7 %	3,8 0,2 %	6,7 0,4 %	2,1 0,1 %	13,0 0,8 %
Télédistribution	(14,9) -1,2 %	(10,0) -0,8 %	(35,1) -2,7 %	(43,7) -3,2 %	(52,6) -4,0 %	(50,6) -3,7 %
Téléphonie filaire	(15,3) -2,6 %	(15,9) -2,5 %	(46,8) -7,7 %	(47,2) -7,0 %	(65,4) -10,4 %	(64,4) -9,3 %
Total UGR	94,1 1,2 %	116,7 1,5 %	159,0 2,1 %	197,9 2,6 %	207,2 2,7 %	244,6 3,3 %

¹ Voir « Indicateurs clés de rendement ».

Tableau 3

UGR à la fin de chaque trimestre
(en milliers d'unités)

	Sept. 2025	Juin 2025 ¹	Mars 2025 ¹	Déc. 2024 ¹	Sept. 2024 ¹	Juin 2024 ¹	Mars 2024 ¹	Déc. 2023 ¹
Téléphonie mobile	4 328,1	4 214,3	4 143,9	4 091,0	4 005,0	3 874,2	3 781,9	3 722,9
Internet	1 736,4	1 725,9	1 729,1	1 732,6	1 734,3	1 722,5	1 721,1	1 727,6
Télédistribution	1 259,3	1 274,2	1 293,5	1 294,4	1 311,9	1 321,9	1 335,7	1 355,6
Téléphonie filaire	562,1	577,4	593,2	608,9	627,5	643,4	658,3	674,7
Total	7 885,9	7 791,8	7 759,7	7 726,9	7 678,7	7 562,0	7 497,0	7 480,8

¹ Afin de mieux refléter les activités du secteur Télécommunications, les lignes prépayées à RMPU négligeable ont été exclues du nombre de lignes en téléphonie mobile, représentant un ajustement cumulatif de 50 300 lignes au 30 juin 2025.

BAILA ajusté de 602,5 M\$, en hausse de 16,6 M\$ (2,8 %), qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus des services mobiles ;
- un contrôle serré des coûts, y compris la mise à jour favorable de certaines provisions.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence de la baisse des revenus des services filaires ;
- l'impact de la baisse des revenus sur la vente d'équipements mobiles.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 50,5 % au troisième trimestre 2025, contre 51,3 % à la même période de 2024.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 440,4 M\$ au troisième trimestre 2025, contre 437,1 M\$ à la même période de 2024 (tableau 10). Cette hausse de 3,3 M\$ (0,8 %) s'explique principalement par la hausse de 16,6 M\$ du BAILA ajusté, contrebalancée en partie par l'augmentation de 13,3 M\$ des dépenses en immobilisations, due surtout à une hausse des investissements dans les équipements aux abonnés et en réseau, atténuée en partie par l'encaissement de crédits gouvernementaux pour grands projets en lien avec des investissements encourus au cours des dernières années.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2025

Revenus de 3,56 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, soit une baisse de 6,5 M\$ (-0,2 %) attribuable pour l'essentiel aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2025.

- Revenus des services de téléphonie mobile de 1,31 G\$, en hausse de 72,3 M\$ (5,8 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 934,9 M\$, en baisse de 9,1 M\$ (-1,0 %). Cet écart défavorable s'explique principalement par la baisse des revenus provenant de fournisseurs d'accès Internet de tierces parties, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus des services de télédistribution de 563,4 M\$, en baisse de 23,5 M\$ (-4,0 %).
- Revenus des services de téléphonie filaire de 175,5 M\$, en baisse de 13,4 M\$ (-7,1 %).
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 445,6 M\$, en baisse de 10,4 M\$ (-2,3 %).
- Autres revenus de 130,0 M\$, en baisse de 22,4 M\$ (-14,7 %). Cet écart défavorable s'explique essentiellement par la baisse des revenus d'équipements filaires, en raison de l'offre en location des équipements liés à la plateforme Helix depuis juin 2024.

RMPU mobile de 34,84 \$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 35,92 \$ à la même période de 2024, soit une diminution de 1,08 \$ (-3,0 %), principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués dans l'analyse du troisième trimestre 2025.

BAIIA ajusté de 1,79 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, en hausse de 23,9 M\$ (1,4 %), expliquée principalement par :

- l'impact de la hausse des revenus des services mobiles ;
- une gestion disciplinée des escomptes promotionnels et des coûts afférents sur les appareils mobiles vendus ;
- un contrôle serré des coûts, y compris la mise à jour favorable de certaines provisions.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence de la baisse des revenus des services filaires ;
- la hausse de la charge de rémunération à base d'actions.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 49,7 % au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 50,4 % à la même période de 2024.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,34 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 1,33 G\$ à la même période de 2024 (tableau 10). Cette hausse de 13,6 M\$ (1,0 %) s'explique par l'augmentation de 23,9 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 10,3 M\$ des dépenses en immobilisations, due essentiellement aux mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2025.

Média

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2025

Revenus de 152,1 M\$ au troisième trimestre 2025, en baisse de 3,0 M\$ (-1,9 %).

- Baisse des revenus de publicité de 3,4 M\$ (-5,6 %), principalement en télévision.
- Baisse des autres revenus de 2,0 M\$ (-4,1 %), expliquée principalement par la baisse du volume d'activités des services cinématographiques et audiovisuels.
- Hausse des revenus d'abonnement de 2,4 M\$ (5,3 %), principalement en provenance des chaînes spécialisées.

BAIIA ajusté de 23,4 M\$ au troisième trimestre 2025, soit une hausse de 8,7 M\$ (59,2 %) qui s'explique surtout par :

- la baisse des frais d'exploitation, dont les coûts de contenu et les économies de coûts liées aux diverses initiatives de réduction de coûts mises en place.

Contrebalancée en partie par :

- l'impact de la baisse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 84,6 % au troisième trimestre 2025, contre 90,5 % à la même période de 2024. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 21,1 M\$ au troisième trimestre 2025, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 6,5 M\$ à la même période de 2024 (tableau 10), soit une hausse de 14,6 M\$, expliquée par la hausse de 8,7 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 5,9 M\$ des dépenses en immobilisations, liée à la fin du programme d'investissements dans le cadre de la centralisation des services du secteur.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2025

Revenus de 491,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, en baisse de 17,2 M\$ (-3,4 %).

- Autres revenus en baisse de 9,2 M\$ (-6,2 %), expliquée principalement par la baisse du volume d'activités des services cinématographiques et audiovisuels.
- Baisse des revenus d'abonnement de 8,3 M\$ (-5,7 %), qui s'explique principalement par l'écart favorable rétroactif de 10,2 M\$ enregistré au deuxième trimestre 2024, attribuable à la conclusion d'une entente sur les redevances pour la chaîne spécialisée LCN, et par la baisse des revenus dans les magazines.
- Hausse des revenus de publicité de 0,3 M\$ (0,1 %).

BAlIA ajusté de 14,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, soit une baisse de 2,8 M\$ (-16,6 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la baisse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la baisse des frais d'exploitation, dont les coûts de contenu et les économies de coûts liées aux diverses initiatives de réduction de coûts mises en place.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 97,1 % au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 96,7 % à la même période de 2024.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 7,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 8,5 M\$ à la même période de 2024 (tableau 10), soit un écart favorable de 16,4 M\$, expliqué par la baisse de 19,2 M\$ des dépenses en immobilisations, liée à la fin du programme d'investissements dans le cadre de la centralisation des services du secteur, contrebalancée en partie par la baisse de 2,8 M\$ du BAlIA ajusté.

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2025

Revenus de 68,3 M\$ au troisième trimestre 2025, soit une hausse de 4,3 M\$ (6,7 %), principalement attribuable à la hausse des revenus des activités de spectacles et de livres, contrebalancée par la baisse des revenus des activités de musique.

BAlIA ajusté de 15,0 M\$ au troisième trimestre 2025, soit une hausse de 3,3 M\$ (28,2 %), qui s'explique surtout par l'incidence de la hausse des revenus et par la hausse de la rentabilité dans les activités de musique.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 13,9 M\$ au troisième trimestre 2025, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 10,2 M\$ à la même période de 2024 (tableau 10), soit une hausse de 3,7 M\$ qui s'explique surtout par la hausse de 3,3 M\$ du BAlIA ajusté.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2025

Revenus de 169,5 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, soit une hausse de 13,4 M\$ (8,6 %), attribuable à l'augmentation des revenus de l'ensemble de ses activités.

BAlIA ajusté de 23,2 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, soit une hausse de 6,6 M\$ (39,8 %), qui s'explique essentiellement par les mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2025.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 19,4 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 11,8 M\$ à la même période de 2024 (tableau 10), soit une hausse de 7,6 M\$ qui s'explique surtout par la hausse de 6,6 M\$ du BAlIA ajusté.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Activités d'exploitation

Troisième trimestre 2025

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 581,8 M\$ au troisième trimestre 2025, contre 546,2 M\$ à la même période de 2024.

Cette augmentation de 35,6 M\$ (6,5 %) s'explique surtout par :

- la hausse de 34,0 M\$ du BAIIA ajusté ;
- la baisse de 15,3 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancées en partie par :

- l'écart défavorable de 13,0 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par les variations défavorables des stocks et des provisions pour les régimes de rémunération à base d'actions, contrebalancées en partie par les variations défavorables des créiteurs, charges à payer et provisions, des actifs liés à des contrats et des débiteurs.

Neuf premiers mois de 2025

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,54 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 1,33 G\$ à la même période de 2024.

Cette augmentation de 213,4 M\$ (16,1 %) s'explique surtout par :

- l'écart favorable de 180,7 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par les variations favorables des débiteurs, des actifs liés à des contrats, des provisions pour les régimes de rémunération à base d'actions, des stocks et des impôts exigibles à payer, contrebalancées en partie par la variation défavorable des créiteurs, charges à payer et provisions ;
- la baisse de 53,8 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 13,2 M\$ des impôts exigibles.

En comparaison avec les neuf premiers mois de 2024, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en 2025 ont été favorablement affectés par la hausse des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation des secteurs Télécommunications et Média, ainsi que par un taux d'intérêt moyen inférieur et un niveau moyen d'endettement moins élevé qui ont entraîné une baisse des frais financiers.

Fonds de roulement négatif de 287,8 M\$ au 30 septembre 2025, contre un fonds de roulement négatif de 36,0 M\$ au 31 décembre 2024, soit un écart défavorable de 251,8 M\$, principalement attribuable à l'évolution des échéances de dettes à court et à long terme, à la baisse des débiteurs et des stocks et à la hausse des impôts exigibles à payer, contrebalancées en partie par le remboursement à l'échéance par Vidéotron de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 400,0 M\$, par la hausse des espèces et quasi-espèces et par la baisse des créiteurs, charges à payer et provisions.

Activités d'investissement

Troisième trimestre 2025

Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations de 138,3 M\$ au troisième trimestre 2025, contre 172,2 M\$ à la même période de 2024, soit une baisse de 33,9 M\$, qui s'explique par la variation nette favorable de 40,8 M\$ des éléments hors caisse courants, contrebalancée en partie par la hausse de 6,9 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Télécommunications.

Subventions nettes utilisées pour financer les dépenses en immobilisations de 4,6 M\$ au troisième trimestre 2025. Ce montant représente l'utilisation des subventions comptabilisées en réduction des dépenses en immobilisations dans le cadre de l'initiative du gouvernement du Québec visant à renforcer la couverture sans fil offerte aux régions du Québec.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,4 M\$ au troisième trimestre 2025.

Acquisitions de placements et autres : entrées de fonds de 0,8 M\$ au troisième trimestre 2025, contre des investissements de 17,6 M\$ à la même période de 2024.

Neuf premiers mois de 2025

Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations de 484,5 M\$ pour les neuf premiers mois de 2025, contre 509,7 M\$ à la même période de 2024, soit une diminution de 25,2 M\$, qui s'explique par la variation nette favorable de 15,0 M\$ des éléments hors caisse courants et par la baisse de 10,2 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Média, à la suite de la fin du programme d'investissements dans le cadre de la centralisation des services du secteur.

Subventions nettes reçues pour financer les dépenses en immobilisations de 10,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre des subventions nettes de 37,0 M\$ à la même période de 2024. Ces subventions ont été reçues d'avance dans le cadre de l'initiative du gouvernement du Québec visant à renforcer la couverture sans fil offerte aux régions du Québec.

Acquisitions de licences de spectre de 298,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2024. Le 29 mai 2024, Vidéotron a acquis 305 blocs de spectre de la bande de 3 800 MHz à l'échelle du pays.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 1,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 0,5 M\$ à la même période de 2024.

Acquisitions d'entreprises de 7,0 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2024.

Acquisitions de placements et autres : entrées de fonds de 2,0 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre des investissements de 33,0 M\$ à la même période de 2024.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation

Troisième trimestre 2025

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation de 443,9 M\$ au troisième trimestre 2025, contre 374,0 M\$ à la même période de 2024 (tableau 11). Cette hausse de 69,9 M\$ s'explique surtout par l'augmentation de 35,6 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et par la baisse de 33,9 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations.

Neuf premiers mois de 2025

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation de 1,06 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 817,4 M\$ à la même période de 2024 (tableau 11). Cette hausse de 239,2 M\$ s'explique surtout par l'augmentation de 213,4 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et par la baisse de 25,2 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations.

Activités de financement

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 501,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2025. Variation nette défavorable de 55,0 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés.

- La diminution de 501,9 M\$ de la dette au cours des neuf premiers mois de 2025 est attribuable :
 - au remboursement à l'échéance par Vidéotron, le 16 juin 2025, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 400,0 M\$, portant intérêt à un taux de 5,625 % ;
 - à l'écart moyen favorable de 101,9 M\$ du taux de change. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés.
- La variation nette défavorable de 55,0 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés au cours des neuf premiers mois de 2025 est expliquée principalement par :
 - l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.Contrebalancé en partie par :
 - l'impact favorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt.
- Le 21 octobre 2025, Vidéotron a annoncé le prix de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ portant intérêt à un taux de 3,950 % et venant à échéance le 15 octobre 2032. La clôture du placement devrait avoir lieu le ou vers le 20 novembre 2025, sous réserve des conditions de clôture habituelles. Vidéotron a l'intention d'utiliser le produit net tiré de ce placement, ainsi que l'encaisse disponible, pour financer le remboursement anticipé conditionnel de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,125 % et échéant le 15 avril 2027, et le règlement des contrats de couverture afférents.
- Le 15 avril 2025, Québecor Média a résilié sa facilité de crédit renouvelable garantie d'un montant de 300,0 M\$.
- Le 26 février 2025, Vidéotron a modifié et mis à jour sa convention de crédit afin, entre autres, de modifier sa facilité de crédit renouvelable existante de 500,0 M\$ (réduite de 2,00 G\$ à 500,0 M\$ le 29 janvier 2025) en créant deux tranches : i) une première tranche d'un montant de 250,0 M\$ échéant en février 2030, et ii) une deuxième tranche d'un montant de 250,0 M\$ échéant en février 2026 et prévoyant une option de conversion en une facilité à terme échéant en février 2027. Le 27 mai 2025, chacune des deux tranches de la facilité de crédit renouvelable a été subséquemment augmentée de 250,0 M\$ à 400,0 M\$.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 1,04 G\$ au 30 septembre 2025 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit une facilité de crédit renouvelable disponible et inutilisée de 799,8 M\$ et des espèces et quasi-espèces de 238,9 M\$.

Dette consolidée totalisant 7,09 G\$ au 30 septembre 2025, soit une diminution de 501,9 M\$ par rapport au 31 décembre 2024. La dette consolidée comprenait essentiellement la dette de Vidéotron. Variation nette défavorable de 55,0 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés (cf. « Activités de financement » ci-dessus).

Au 30 septembre 2025, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 4

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre

(en millions de dollars canadiens)

2026	707,1	\$
2027	1 542,3	
2028	750,0	
2029	1 295,8	
2030	800,0	
2031 et ultérieurement	2 022,7	
Total	7 117,9	\$

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

Au 30 septembre 2025, l'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 4,2 années (4,7 années au 31 décembre 2024). Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 89,9 % de titres à taux fixe (84,9 % au 31 décembre 2024) et de 10,1 % de titres à taux variable (15,1 % au 31 décembre 2024).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière de dépenses en immobilisations et d'acquisition de licences de spectre, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, et de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes et obligations locatives, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 30 septembre 2025, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 5 novembre 2025, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,35 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 16 décembre 2025 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 21 novembre 2025.

Analyse du bilan consolidé

Tableau 5

Bilan consolidé

Analyse des principales variations entre le 30 septembre 2025 et le 31 décembre 2024

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2025 ¹	31 déc. 2024 ¹	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces	244,9	\$ 61,8	\$ 183,1	\$ Cf. « Flux de trésorerie et situation financière »
Débiteurs	1 076,6	1 208,9	(132,3)	Incidence de la variation courante des activités
Stocks	400,5	440,1	(39,6)	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations corporelles	3 270,9	3 302,7	(31,8)	Amortissement supérieur aux acquisitions de la période
Actifs incorporels	3 443,1	3 486,9	(43,8)	Amortissement supérieur aux acquisitions de la période
Instruments financiers dérivés ²	86,2	141,2	(55,0)	Cf. « Activités de financement »
Autres actifs	784,7	843,6	(58,9)	Baisse des actifs d'exploitation à long terme due à l'incidence de la variation courante des activités
Passif				
Créditeurs, charges à payer et provisions	1 048,9	1 167,0	(118,1)	Incidence de la variation courante des activités
Impôts sur le bénéfice ³	51,2	13,9	37,3	Impôts exigibles de la période moins les déboursés courants
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	7 087,0	7 588,9	(501,9)	Cf. « Activités de financement »
Autres passifs	319,7	289,1	30,6	Hausse de la provision liée à la rémunération à base d'actions

¹ Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

² Actif moins le passif.

³ Passif moins l'actif.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles importantes de la Société comprennent les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme et les obligations locatives, les engagements relatifs aux dépenses en immobilisations et autres engagements, dont les appareils mobiles, ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés. Afin d'obtenir un résumé des obligations contractuelles de la Société, veuillez vous référer au rapport de gestion de Québecor pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, ainsi qu'au tableau 4 pour la mise à jour au 30 septembre 2025 des remboursements de capital sur la dette à long terme. En date du 30 septembre 2025, aucune modification significative n'a été apportée aux obligations contractuelles importantes de la Société depuis le 31 décembre 2024, autre que les transactions de financement décrites à la section « activités de financement » dans le présent rapport.

Transactions entre parties liées

Au troisième trimestre 2025, la Société a engagé des dépenses auprès de sociétés liées pour un montant de 23,8 M\$ (35,7 M\$ en 2024), qui sont incluses dans les achats de biens et services, et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels auprès de sociétés liées pour un montant de 7,7 M\$ (15,7 M\$ en 2024). La Société a également effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 5,5 M\$ (5,5 M\$ en 2024).

Au cours des neuf premiers mois de 2025, la Société a engagé des dépenses auprès de sociétés liées pour un montant de 84,1 M\$ (92,2 M\$ en 2024), qui sont incluses dans les achats de biens et services, et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels auprès de sociétés liées pour un montant de 24,1 M\$ (26,5 M\$ en 2024). La Société a également effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 18,0 M\$ (12,2 M\$ en 2024).

Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

Le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 15 octobre 2025. De plus, à cette même date, 14 177 751 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

Tableau 6

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 15 octobre 2025	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	74 837 075	8,3 \$
Actions catégorie B	153 631 973	1 013,4

Le 6 août 2025, le conseil d'administration de la Société a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 5 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,2 % des actions catégorie B émises et en circulation le 1^{er} août 2025. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2025 et le 14 août 2026, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 8 août 2025, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2025 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats

seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Au cours des neuf premiers mois de 2025, la Société a racheté et annulé 3 740 908 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 140,0 M\$ (2 200 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 68,8 M\$ en 2024) et 217 221 actions catégorie B ont été émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions, pour une contrepartie totale en espèces de 6,6 M\$ (5 161 237 actions catégorie B ont été émises en 2024, à la suite du rachat des débentures convertibles).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des espèces affectées, des comptes clients, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance, puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés aux 30 septembre 2025 et 31 décembre 2024 sont les suivantes :

Tableau 7

Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 septembre 2025		31 décembre 2024	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme¹	(7 117,9) \$	(7 156,2) \$	(7 619,7) \$	(7 540,0) \$
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	(0,2)	(0,2)	6,9	6,9
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(8,5)	(8,5)	(7,2)	(7,2)
Ententes de swaps sur devises	94,9	94,9	141,5	141,5

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement.

La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

Des gains de 0,9 M\$ au troisième trimestre 2025 et de 46,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2025 ont été comptabilisés aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (des pertes de 15,2 M\$ et 21,0 M\$ respectivement au troisième trimestre 2024 et au cours des neuf premiers mois de 2024).

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, et les impôts sur le bénéfice. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer les résultats consolidés de la Société ainsi que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte des dépenses en immobilisations et des acquisitions de licences de spectre nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte des dépenses en immobilisations, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 8 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 8

Rapprochement du BAIIA ajusté présenté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	602,5 \$	585,9 \$	1 793,4 \$	1 769,5 \$
Média	23,4	14,7	14,1	16,9
Sports et divertissement	15,0	11,7	23,2	16,6
Siège social	(12,8)	(18,2)	(47,9)	(24,5)
	628,1	594,1	1 782,8	1 778,5
Amortissement	(213,6)	(232,9)	(642,7)	(706,7)
Frais financiers	(85,0)	(100,6)	(263,5)	(317,6)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(8,0)	(5,1)	(18,7)	(14,3)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	—	—	—	15,5
Impôts sur le bénéfice	(82,8)	(65,6)	(218,7)	(191,3)
Bénéfice net	238,7 \$	189,9 \$	639,2 \$	564,1 \$

Bénéfice net ajusté (auparavant le « bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation »)

La Société définit le bénéfice net ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers et la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements. Le bénéfice net ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice net ajusté pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure, puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice net ajusté est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice net ajusté peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 9

Rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net ajusté	241,6 \$	192,2 \$	653,5 \$	560,4 \$
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	—	—	—	15,5
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(8,0)	(5,1)	(18,7)	(14,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	2,2	1,5	8,3	5,2
Part des actionnaires sans contrôle afférent aux ajustements	0,3	0,4	1,4	3,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	236,1 \$	189,0 \$	644,5 \$	569,8 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 10 et 11 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 10

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
BAlIA ajusté (BAlIA ajusté négatif)				
Télécommunications	602,5 \$	585,9 \$	1 793,4 \$	1 769,5 \$
Média	23,4	14,7	14,1	16,9
Sports et divertissement	15,0	11,7	23,2	16,6
Siège social	(12,8)	(18,2)	(47,9)	(24,5)
	628,1	594,1	1 782,8	1 778,5
Moins				
Dépenses en immobilisations ¹ :				
Télécommunications	(162,1)	(148,8)	(454,1)	(443,8)
Média	(2,3)	(8,2)	(6,2)	(25,4)
Sports et divertissement	(1,1)	(1,5)	(3,8)	(4,8)
Siège social	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,5)
	(165,7)	(158,8)	(464,3)	(474,5)
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés				
Télécommunications	440,4	437,1	1 339,3	1 325,7
Média	21,1	6,5	7,9	(8,5)
Sports et divertissement	13,9	10,2	19,4	11,8
Siège social	(13,0)	(18,5)	(48,1)	(25,0)
	462,4 \$	435,3 \$	1 318,5 \$	1 304,0 \$

¹ **Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations selon les états financiers consolidés résumés**

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Dépenses en immobilisations	(165,7) \$	(158,8) \$	(464,3) \$	(474,5) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	27,4	(13,4)	(20,2)	(35,2)
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	(138,3) \$	(172,2) \$	(484,5) \$	(509,7) \$

Tableau 11

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 10	462,4	\$ 435,3	1 318,5	\$ 1 304,0
Plus (moins)				
Portion monétaire des frais financiers	(82,9)	(98,2)	(256,7)	(310,5)
Portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(4,6)	(4,6)	(23,5)	(13,5)
Impôts exigibles	(57,0)	(55,3)	(215,3)	(202,1)
Autres	1,0	(0,4)	0,8	2,4
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	97,6	110,6	253,0	72,3
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	27,4	(13,4)	(20,2)	(35,2)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation	443,9	374,0	1 056,6	817,4
Plus (moins)				
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre)	138,3	172,2	484,5	509,7
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(0,4)	—	(1,1)	(0,5)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	581,8	\$ 546,2	1 540,0	\$ 1 326,6

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 12 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 12**Ratio d'endettement net consolidé**

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2025		31 déc. 2024	
Dettes à long terme totale¹	7 117,9	\$	7 619,7	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives ²	398,6		409,7	
Emprunts bancaires	–		6,7	
Instruments financiers dérivés ³	(86,2)		(141,2)	
Espèces et quasi-espèces	(244,9)		(61,8)	
Dettes nettes consolidées	7 185,4		7 833,1	
Divisée par :				
BALIA ajusté sur 12 mois	2 371,8	\$	2 367,5	\$
Ratio d'endettement net consolidé	3,03x		3,31x	

¹ Exclut les frais de financement.² Passif total.³ Actif moins le passif.**Indicateurs clés de rendement****Unité génératrice de revenus**

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire ainsi que le nombre de clients aux services d'accès Internet et de télédistribution. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Revenu mensuel moyen mobile par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit le RMPU mobile. Cet indicateur se calcule en divisant les revenus de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période. Le RMPU mobile n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2025, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR+ à l'adresse <www.sedarplus.ca>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de Québecor dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire »,

ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes, ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultantes réelles et celles mentionnées dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- la fluctuation de la conjoncture économique et politique en général, les conditions des marchés financiers et économiques, les défis commerciaux mondiaux, tels que les tarifs douaniers et les barrières commerciales, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active et sa capacité à pénétrer de nouveaux marchés et à développer avec succès ses activités, y compris dans les domaines en expansion et dans de nouvelles régions géographiques ;
- la fragmentation de l'univers des médias et son impact sur le marché publicitaire et les propriétés médias de Québecor ;
- de nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires au développement du réseau de Québecor ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- l'intégration en cours des activités de Freedom, acquise en 2023, qui pourrait entraîner des dépenses opérationnelles, des dépenses en immobilisations et des risques financiers supplémentaires et imprévus, tels que la comptabilisation de radiations inattendues et des passifs imprévus ou inconnus ou l'issue de litiges imprévus, et les avantages anticipés de cette acquisition qui pourraient ne pas être pleinement réalisés ou prendre plus de temps à se concrétiser que prévu ;
- les impacts des investissements importants et récurrents qui seront nécessaires pour le développement et l'expansion et pour concurrencer efficacement les entreprises de services locaux titulaires (ESLT) et les autres concurrents actuels ou potentiels dans les marchés visés par le secteur Télécommunications ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de vidéo sur demande par abonnement (VSDA) ainsi que la capacité de Québecor de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves, les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les crises de santé publique et l'instabilité politique dans certains pays ;
- les impacts liés aux enjeux environnementaux, à la cybersécurité et au maintien de la protection des renseignements personnels ;
- les changements dans la capacité de Québecor d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements (ou dans leurs interprétations) qui pourraient entraîner, entre autres, une concurrence accrue, une évolution dans les marchés de Québecor, une hausse de frais d'exploitation, de dépenses en immobilisations ou de charges fiscales, ou une réduction de la valeur de certains actifs ; et
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedarplus.ca> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, les rubriques « Informations sur les tendances » et « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent document reflètent les attentes de la Société au 5 novembre 2025 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 5 novembre 2025

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2025			2024				2023
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
Revenus	1 405,5 \$	1 380,4 \$	1 343,1 \$	1 499,0 \$	1 389,7 \$	1 386,9 \$	1 362,8 \$	1 504,8 \$
BAlIA ajusté	628,1	605,1	549,6	589,0	594,1	624,9	559,5	565,4
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	462,4	452,8	403,3	446,3	435,3	449,7	419,0	395,7
Bénéfice net ajusté	241,6	226,8	185,1	186,6	192,2	205,1	163,1	167,5
Ajustements :								
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	-	-	-	-	-	5,7	9,7	(8,7)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(5,5)	(9,1)	5,6	(8,9)	(3,2)	(3,2)	0,4	(12,6)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	236,1	217,7	190,7	177,7	189,0	207,6	173,2	146,2
Données de base par action								
Bénéfice net ajusté	1,05 \$	0,99 \$	0,80 \$	0,80 \$	0,82 \$	0,89 \$	0,71 \$	0,73 \$
Ajustements :								
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	-	-	-	-	-	0,02	0,04	(0,04)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(0,02)	(0,04)	0,02	(0,04)	(0,01)	(0,01)	-	(0,06)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,03	0,95	0,82	0,76	0,81	0,90	0,75	0,63
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	229,3	230,0	231,3	232,9	234,3	230,8	230,7	230,7